



**COMMUNE DE FOUNEX**  
**MUNICIPALITE**

**AFFAIRE TRAITEE PAR M. FRANÇOIS DEBLUË, SYNDIC**

**PREAVIS MUNICIPAL N° 42/2011-2016**

**relatif au nouveau**  
**règlement du Conseil communal de Founex**

\*\*\*\*\*

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

**PREAMBULE - HISTORIQUE**

L'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution (Cst-VD), le 14 avril 2003, a introduit les modifications successives de la Loi sur les communes (LC) et de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), le 1<sup>er</sup> juillet 2005, imposant dès lors la mise en conformité des règlements des Conseils communaux.

Le 22 mai 2006, le conseil communal de Founex a adopté un nouveau règlement du conseil.

Depuis, le Conseil d'Etat a décidé de revoir la Loi sur les communes en mettant en œuvre une importante révision datée du 20 novembre 2012, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013. Elle a apporté des modifications substantielles et nombreuses.

Ces changements rendent nécessaires de nombreuses adaptations à notre règlement communal.

Ce règlement devra être soumis au contrôle et à l'adaptation de l'Etat, en l'occurrence le Département de l'intérieur, une fois adopté par le conseil communal.

**PROCEDURE – DESCRIPTION DU PROJET**

Le Département de l'Intérieur a élaboré un règlement-type pour les conseils communaux, qui fixe l'organisation et les rapports internes des autorités communales. Le document en question a constitué un support précieux pour l'introduction des règles de droit fixées par les textes légaux, dont le règlement du Conseil communal ne saurait s'écarter.

Rappelons que, quel qu'en soit l'initiateur, l'adoption d'un nouveau règlement ou la modification d'un règlement existant du conseil communal nécessite le dépôt d'un préavis de la municipalité, sur lequel le conseil rapporte, délibère et décide. Ce règlement doit ensuite faire l'objet d'un contrôle et d'une approbation du canton.

Le règlement du conseil communal concernant en premier lieu le conseil lui-même, une commission a été nommée, sur l'initiative de votre Présidente, Mme Christa von Wattenwyl, afin de procéder à cette révision. Cette commission comprenait la présidente et la secrétaire du conseil, MM. Denis Lehoux et François Zutter, conseillers communaux, Monsieur François Debluë, syndic et Mme Claudine Luquiens, secrétaire municipale.

Pour aller dans le sens des directives cantonales, le règlement-type a été suivi autant que possible, certains articles ne pouvant impérativement pas être modifiés, d'autres laissant une certaine latitude.

Une fois le projet de règlement élaboré, il a été transmis au Service des communes et du logement (SCL) pour examen. Le dit service a émis diverses remarques qui ont été prises en compte et le document qui vous est présenté aujourd'hui a été admis par le SCL en date du 14 février 2014.

Une version du document de travail comprenant l'ancien et le nouveau règlement est jointe au présent préavis. Les textes surlignés en rouge sont nouveaux. Les articles ou les parties d'article en italique reproduisent les textes légaux cantonaux en vigueur. Ils s'imposent aux communes et ne peuvent pas être modifiés. Le règlement-type est disponible sur le site de l'Etat de Vaud.

Vous trouverez ci-dessous les changements les plus conséquents, à savoir la teneur de quatre articles modifiés et nouveaux, imposés par la législation. Ces articles concernent le système d'élection, les libéralités et les avantages des membres du conseil, la récusation spontanée des membres et la possibilité de créer des groupes politiques.

<b>Art. 2 Modifié</b>	Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. <b>Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système proportionnel.</b>
<b>Art. 19a Nouveau</b>	<b>Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur.</b>
<b>Art. 52 Nouveau</b>	<b>Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.</b>  <b>Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 51 qui précède n'est pas applicable.</b>  <b>Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de la décision.</b>
<b>Art. 83 Nouveau</b>	<b>Des groupes politiques peuvent être créés au sein du conseil.</b>  <b>Les conseillers communaux élus sur la même liste électorale forment un groupe dans la mesure où ils sont au moins 3.</b>  <b>Il est tenu compte de la force respective des groupes pour la désignation des commissions.</b>

## CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, nous vous demandons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

### ***Le Conseil communal de Founex,***

Vu le préavis N° 42/2011-2016 du 1<sup>er</sup> avril 2014, relatif au Règlement du Conseil communal

ouï le rapport de la Commission chargée de l'étude de cet objet,

attendu que le dit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

### ***décide :***

1. D'abroger le règlement du Conseil communal du 22 mai 2006
2. D'adopter, tel que présenté, le projet de règlement du Conseil communal
3. De fixer l'entrée en vigueur du nouveau règlement à la date de son approbation par la Cheffe du département des institutions et de la sécurité.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 28 avril 2014 pour être soumis à l'approbation du Conseil communal.

Au nom de la Municipalité :

le Syndic :

la Secrétaire :

François Deblus

Claudine Luquiens



Annexe : document de travail comparatif « ancien-nouveau règlement »

## TITRE PREMIER

### Du Conseil et de ses organes

#### CHAPITRE PREMIER

##### Formation du Conseil

(Règlement de mai 2006)

#### Nombre de membres (art. 17 LC)

**Article premier.** – Le nombre de membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.

Le Conseil communal peut modifier le nombre de ses membres et de ses suppléants au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales.

#### Election (art. 144 Cst-VD et 81, 81a LEDP)

**Art. 2.** – Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du Conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système majoritaire à deux tours.

#### Qualité (art. 5 LEDP et 97 LC)

**Art. 3.** – Les membres du Conseil doivent être des électeurs au sens de l'article 5 LEDP et être inscrits au rôle des électeurs de la commune. S'ils perdent la qualité d'électeurs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires.

#### Installation (art. 83 ss LC)

**Art. 4.** – Le Conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.

Avant de procéder à l'installation, le préfet constate la démission des Conseillers communaux élus à la Municipalité, ainsi que leur remplacement par des viennent ensuite ou des suppléants.

Une place distincte est réservée à la Municipalité dans la salle du Conseil.

## TITRE PREMIER

### Du conseil et de ses organes

#### CHAPITRE PREMIER

##### Formation du conseil

**Article premier.-** *Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.*

*Le conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>1</sup>.*

**Art. 1a.-** *Toute désignation de personne, des statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.*

**Art. 2.-** *Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système proportionnel.*

**Art. 3.-** *Les membres du conseil doivent être des électeurs au sens de l'article 5 LEDP. S'ils perdent la qualité d'électeurs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.*

**Art. 4.-** Le conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.

**Nombre  
des membres  
(art. 17 LC)**

**Terminologie  
(art. 3b LC)**

**Election  
(art. 144 Cst-VD et 81,  
81a LEDP)**

**Qualité d'électeurs  
(art. 5 LEDP  
et 97 LC)**

**Installation  
(art. 83 ss LC)**

<sup>1</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

**Serment  
(art. 9 LC)**

**Art. 5.** – Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil prêtent le serment suivant :

*Vous promettez d'être fidèle à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.*

*Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer.*

**Organisation  
(art. 89, 23 et 10 à 12  
LC)**

**Art. 6.** – Après la prestation du serment par les membres du Conseil, celui-ci procède, sous la présidence du Préfet, à la nomination de son Président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le Conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.

**Entrée en fonction  
(art. 92 LC)**

**Art. 7.** – L'installation du Conseil et de la Municipalité, ainsi que la formation du bureau du Conseil, ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1<sup>er</sup> juillet.

**Art. 5.-** Avant d'entrer en fonctions, les membres du conseil prêtent le serment suivant :

**Serment  
(art. 9 LC)**

*"Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.*

*Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."*

**Art. 6.-** Avant de procéder à l'installation, le préfet constate la démission des conseillers communaux élus à la municipalité ainsi que leur remplacement par des suppléants.

**(art. 143 Cst-VD)**

**Art. 7.-** Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.

**Organisation  
(art. 89, 23  
et 10 à 12 LC)**

**Art. 8.-** L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1er juillet.

**Entrée en fonction  
(art. 92 LC)**

**Serment des absents  
(art. 90 LC)**

**Art. 8.** – Les membres absents du Conseil et de la Municipalité, de même que ceux élus après le renouvellement intégral, sont assermentés devant le conseil par le Président de ce corps, qui en informe le Préfet.

En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau. Le Conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le conseil est réputé démissionnaire.

**Vacances  
(art. 2 LC, 82 et 86  
LEDP)**

**Art. 9.** – Il est pourvu aux vacances au moyen de suppléants élus conformément à la LEDP.

**CHAPITRE II**

**Organisation du Conseil**

**Bureau  
(art. 10 et 23 LC)**

**Art. 10.** – Le Conseil nomme chaque année, avant le 30 juin, dans son sein :

- a) un Président,
- b) un ou deux Vice-Présidents,
- c) deux scrutateurs non rééligibles, deux suppléants et deux remplaçants rééligibles.

Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire et son suppléant, lesquels peuvent être choisis en dehors du Conseil. Le bureau du Conseil est composé du Président et des deux scrutateurs.

**Art. 9.-** *Les membres absents du conseil et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.*

*En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.*

*Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le président est réputé démissionnaire.*

**Art. 10.-** Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP.

**CHAPITRE II**

**Organisation du conseil**

**Art. 11.-** *Le conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein :*

- a) un président;*
- b) un ou deux vice-présidents;*
- c) deux scrutateurs, quatre suppléants*

*Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire et son suppléant, lesquels peuvent être choisis en dehors du conseil.*

**Serment des absents  
(art. 90 LC)**

**Vacances  
(art. 1<sup>er</sup> LC, 82  
et 86 LEDP)**

**Bureau  
(art. 10 et 23 LC)**

<sup>2</sup> Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

**Nomination  
(art. 11 et 23 LC)**

**Art. 11.** – Le Président, le ou les Vice-Présidents, le secrétaire et son suppléant sont nommés au scrutin individuel secret. Les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants et remplaçants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

Dans le cas où il n'y a qu'un candidat, le vote à main levée peut être appliqué, sur demande de 5 conseillers.

**Incompatibilités  
(art. 12 et 23 LC)**

**Art. 12.** – Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'art. 10. Il peut toutefois être élu secrétaire du Conseil.

Le secrétaire du Conseil ne doit pas être conjoint, parent ou allié en ligne directe ascendante ou descendante ou frère ou sœur du Président.

**Archives**

**Art. 13.** – Le Conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la Municipalité.

**Huissier**

**Art. 14.** – Le Conseil est servi par l'huissier de la Municipalité.

**Art. 12.-** *Le président, le ou les vice-présidents et le secrétaire et son suppléant sont nommés au scrutin individuel secret; les scrutateurs et leurs suppléants sont élus au scrutin de liste. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.*

*Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.*

**Art. 13.-** Les conseillers communaux élus à la municipalité sont réputés démissionnaires.

Une place distincte est réservée à la municipalité dans la salle du conseil.

**Art. 14.-** *Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil.*

*Le secrétaire du conseil ne doit pas être conjoint, parent ou allié en ligne directe ascendante ou descendante, ou frère ou sœur du président.*

**Art. 15.-** Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.

**Art. 16.-** Le conseil est servi par l'huissier nommé par le Conseil communal.

**Nomination  
(art. 11  
et 23 LC)**

**Incompatibilités  
(art. 143 Cst-VD)**

**(art. 12 et 23 LC)**

**Archives**

**Huissiers**



## CHAPITRE III

### Attributions et compétences

#### Section I – du Conseil

#### Attributions (art. 146 Cst-VD et 4 LC)

Art. 15. – Le Conseil délibère sur :

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. Les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions d'immeubles en fixant une limite;
6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales. Pour de telles acquisitions, le conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3a LC;
7. l'autorisation d'emprunter, le Conseil pouvant laisser dans les attributions de la Municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;
8. l'autorisation de plaider (y. c. les autorisations générales qui peuvent être accordées à la Municipalité pour la durée d'une législature;

## CHAPITRE III

### Attributions et compétences

#### Section I Du conseil

#### Attributions (art. 146 Cst-VD et 4 LC)

Art. 17.- Le conseil délibère sur :

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition;
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;
6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3 a LC;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité);



9. le statut des fonctionnaires communaux et la base de leur rémunération;
10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la Municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2 LC;
11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire;
12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition des bâtiments;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le Conseil a laissés dans la compétence de la Municipalité (4 LC);
14. la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du Président et du secrétaire du Conseil, du Syndic et des membres de la Municipalité, ainsi que des membres du bureau (29 LC), sur préavis du bureau du Conseil;
15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6 et 8 sont accordées pour la durée d'une législature, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le Conseil.

Ces décisions sont sujettes à référendum. La Municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

9. *le règlement du personnel communal et la base de leur rémunération;*
10. *les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la loi sur les communes;*
11. *l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;*
12. *les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments<sup>3</sup>;*
13. *l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité;*
14. *la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil et, cas échéant de l'huissier, sur proposition du bureau et sur proposition de la municipalité, la fixation des indemnités du syndic et des membres de la municipalité (art. 29 LC);*
15. *toutes les autres compétences que la loi lui confie.*

*Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.*

<sup>3</sup> Il s'agit ici d'immeubles, constructions et bâtiments faisant partie du patrimoine communal.

**Nombre des membres de la Municipalité (art. 47 LC)**

**Art. 16.** – Le Conseil fixe le nombre des membres de la Municipalité. Il peut le modifier pour la législature suivante. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales.

**Sanctions (art. 100 LC)**

**Art. 17.** – Lorsque le Conseil, la Municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.

S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

**Section II – du bureau du Conseil**

**Composition du bureau (art. 10 LC)**

**Art. 18.** – Le bureau du Conseil est composé du Président et de deux scrutateurs.

**Art. 19.** – Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.

**Art. 18.-** *Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>4</sup>.*

**Art. 19.-** *Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.*

*S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.*

**Art. 19a.-** *Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur<sup>5</sup>.*

**Section II Du bureau du conseil**

**Art. 20.-** *Le bureau du conseil est composé du président et des deux scrutateurs.*

**Art. 21.-** *Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.*

**Nombre des membres de la municipalité (art. 47 LC)**

**Sanction (art. 100 LC)**

**Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages (art. 100a LC)**

**Composition du bureau (art. 10 LC)**

<sup>4</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

<sup>5</sup> Cette disposition prévoit un régime d'exception pour les libéralités ou avantages usuels de faible valeur, ce par quoi il faut entendre par exemple les cadeaux de fins d'année, les repas offerts à l'occasion d'invitations, etc. La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.-.

## Attributions

**Art. 20.** – Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire de son Président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.

Il fait chaque année un rapport sur l'état dans lequel se trouvent les archives.

Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.

**Art. 21.** – Le bureau du conseil avec les scrutateurs forment le bureau électoral pour les élections et votations par l'assemblée de commune. Il peut désigner des citoyens actifs comme scrutateurs supplémentaires (art. 12 LEDP).

**Art. 22.** – Le bureau est chargé de constituer les commissions ad hoc, en cas d'urgence ou de nécessité absolue. Il en informe le Conseil, dans le plus bref délai.

**Art. 23.** – Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.

**Art. 22.-** Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.

Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.

**Art. 23.-** Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.

### Section III – du Président du Conseil

#### Garde du sceau

**Art. 24.** – Le Président à la garde du sceau du Conseil.

#### Convocation (art. 24 et 25 LC)

**Art. 25.** – Le Président du Conseil convoque le Conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la Municipalité (Président et Syndic). Le Préfet doit être avisé de la date de la séance et en connaître l'ordre du jour.

#### Attributions

**Art. 26.** – Le Président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au Conseil.

**Art. 27.** – Le Président accorde la parole. En cas de refus, elle peut être demandée à l'assemblée.

**Art. 28.** – Lorsque le Président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des Vice-Présidents. Il ne peut reprendre la présidence qu'après la votation sur le point en discussion.

**Art. 29.** – Le Président prend part aux élections, ainsi qu'aux votations qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages.

**Art. 30.** – Le Président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux Conseillers et aux membres de la Municipalité.

### Section III Du président du conseil

**Art. 24.-** Le président a la garde du sceau du conseil.

**Art. 25.-** *Le président convoque le conseil par écrit ou par voie électronique pour les conseillers qui ont donné leur accord préalable par écrit.* La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité (président et syndic).

Convocation  
(art. 24  
et 25 LC)

*Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.*

*Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.*

**Art. 26.-** Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

**Art. 27.-** Le président accorde la parole. Le conseiller qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.

**Art. 28.-** Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des vice-présidents.

**Art. 29.-** *Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'article 35b LC.*

**Art. 30.-** Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le Président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le Président ne peut obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

**Art. 31.** – En cas d'empêchement, le Président est remplacé par le premier Vice-Président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un Président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

#### **Section IV – des scrutateurs**

##### **Attributions**

**Art. 32.** – Les scrutateurs sont chargés, sous la direction du Président :

- a) de dépouiller les scrutins secrets;
- b) de compter les suffrages dans les votations à main levée;
- c) d'assister le secrétaire lors du contrôle des membres présents et lors des votes à l'appel nominal;
- d) de communiquer le résultat de ces opérations au Président.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

**Art. 31.-** En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

#### **Section IV Des scrutateurs**

**Art. 32.-** Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

## Section V – du secrétaire

### Attributions

**Art. 33.** – Le secrétaire est chargé du contrôle des absences.

Il est responsable des archives du Conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau. Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au Conseil.

**Art. 34.** – Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'art. 24 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture, il fait l'appel nominal et procède au contrôle et à l'inscription des absents. Il expédie aux présidents des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qu doivent être expédiés à la Municipalité.

**Art. 35.** – A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du Président le règlement du Conseil et le budget de l'année courante.

## Section V Du secrétaire

**Art. 33.-** Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

**Art. 34.-** Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et pourvoit également à son expédition. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.

**Art. 36.** – Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du Conseil qui sont :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du Conseil et des suppléants;
- c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

#### **CHAPITRE IV Des Commissions**

##### **Composition et attributions (art. 35 LC)**

**Art. 37.** – Toute commission est composée de trois membres au moins.

Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions de la Municipalité au Conseil, propositions qui doivent être formulées par écrit. La Municipalité peut d'elle-même ou sur demande de la commission se faire représenter dans celle-ci, avec voix consultative, par l'un de ses membres, le cas échéant accompagné d'un ou plusieurs fonctionnaires.

Le Président du Conseil ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.

**Art. 35.-** Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil et des suppléants
- c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

#### **CHAPITRE IV Des commissions**

**Art. 36.-** Toute commission est composée de trois membres au moins.

##### **Composition et attributions (art. 35 LC)**

**Il est tenu compte d'une représentation équitable des éventuels groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 83.**

*Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par la municipalité au conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. **Elles prennent la forme d'un préavis.** La municipalité peut, d'elle-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres ou par un collaborateur.*

**Le président du conseil peut participer aux séances des commissions mais à titre d'observateur; il ne peut toutefois donner d'instruction à une commission.**



**Commission de gestion**  
(art. 93c LC et 34 RCom)

**Art. 38.** – Le Conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.

Cette commission est composée de 5 membres et 2 suppléants. Ils sont désignés pour une année et sont rééligibles.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 90 et suivants du présent règlement s'appliquent.

**Commission des finances**

**Art. 39.** – Le Conseil élit une commission chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition.

Cette commission est composée de 5 membres et de 2 suppléants. Ils sont désignés pour une année et sont rééligibles.

**Commissions permanentes**

**Art. 40.** – Les commissions permanentes sont :

- a) la commission de recours en matière d'informatique (3 membres);
- b) la commission de recours en matière d'impôts communaux (3 membres).

**Art. 37.-** Le conseil élit une commission de gestion, composée de 7 membres, chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.

Les membres de cette commission sont élus pour la durée de la législature.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 93 et suivants du présent règlement s'appliquent.

**Art. 38.-** Le conseil élit une commission des finances, composée de 7 membres, chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition.

Les membres de cette commission sont élus pour la durée de la législature.

**Art. 39.-** Les autres commissions du conseil sont :

- a. les commissions ad hoc, soit :
- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil et les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération et ;
  - les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.

b. les commissions thématiques, nommées pour la durée de la législature

**Commission de gestion**  
(art. 93c LC et 34 RCom)

**Commission des finances**

**Autres commissions**

## Nomination des commissions

**Art. 41.** – Sous réserve de la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale, par le bureau.

Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.

## Rapport

**Art. 42.** – La commission rapporte à une date ultérieure.

L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du Conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

**Art. 43.** – Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport auprès de la Municipalité, au moins 10 jours avant la séance, cas d'urgence réservés. Le rapport des commissions est adressé aux conseillers avec la convocation, l'ordre du jour et les différents préavis.

Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le Président du Conseil, lequel en informe ce dernier.

**Art. 40.-** A l'exception de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau.

*Les commissions désignent leurs présidents.*

*Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.*

Lorsque le conseil élit une commission, il procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.

*Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel appartenait le conseiller à remplacer.*

*Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti ou quitte son groupe politique ou en est exclu, il est réputé démissionnaire de la commission dans laquelle il représentait ce parti ou ce groupe.*

**Art. 41.-** La commission rapporte **dans les meilleurs délais**. Le conseil ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

**Art. 42.-** Les commissions doivent transmettre par écrit leur rapport au bureau du conseil, au moins **12** jours avant la séance du conseil, cas d'urgence réservés.

Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil, lequel en informe ce dernier.

## Nomination et fonctionnement des commissions

## Rapport

**Constitution**      **Art. 44.** – Le premier membre d'une commission la convoque. Il est en principe rapporteur. Toutefois, les commissions peuvent se constituer elles-mêmes. La Municipalité est informée de la date des séances de toute commission.

**Quorum**      **Art. 45.** – Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.

En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la Maison de commune.

**Art. 46.** – Si une commission a des explications, des informations complémentaires ou une expertise à demander, elle s'adresse à la Municipalité. En cas de désaccord, le Conseil se prononce.

**Observation des membres du Conseil**      **Art. 47.** – Chaque membre du Conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

**Rapport**      **Art. 48.** – Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du Président du Conseil.

Les conclusions doivent toujours être écrites.

**Art. 49.** – Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

**Art. 43.-** Le président d'une commission la convoque.      **Convocation**

**Art. 44.-** Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.      **Quorum et vote**

*Les commissions délibèrent à huis clos.*

*Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.*

**Art. 45.-** Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40c et 40h LC.      **Droit à l'information des membres des commissions et secret de fonction**

*Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40d et 40i LC.*

**Art. 46.-** Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.      **Observations des membres du conseil**

**Art. 47.-** Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.      **Rapport**

Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

## TITRE II

### Travaux généraux du Conseil

#### CHAPITRE PREMIER

##### Des assemblées du Conseil

###### Convocation (art. 24 et 25 LC)

**Art. 50.** – Le Conseil s'assemble en général dans la salle du Centre communal.

Il est convoqué par écrit par son Président, à défaut par son Vice-Président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la Municipalité ou du cinquième des membres du Conseil.

Le Président a le droit de convoquer le Conseil de sa propre initiative, sous avis à la Municipalité.

La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins dix jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

###### Absences et sanctions (art. 98 LC)

**Art. 51.** – Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.

Les membres du Conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances sont frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.

La cloche sonne un quart d'heure avant l'heure fixée par la convocation du Conseil.

Au début de la séance, il est fait un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

## TITRE II

### Travaux généraux du conseil

#### CHAPITRE PREMIER

##### Des assemblées du conseil

###### Convocation (art. 24 et 25 LC)

**Art. 48.-** *Le conseil est convoqué par écrit par son président, à défaut par son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. La convocation peut être transmise par voie électronique, aux conditions de l'article 25. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité ou du cinquième des membres du conseil.*

Le Président a le droit de convoquer le Conseil de sa propre initiative, sous avis à la Municipalité.

*La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins 10 jours à l'avance, cas d'urgence réservés. La convocation doit contenir l'ordre du jour, les différents préavis et les rapports des commissions. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.*

**Art. 49.-** *Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.*

###### Absences et sanctions (art. 98 LC)

*Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.*

Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

**Quorum  
(art. 26 LC)**

**Art. 52.** – Le Conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.

**Publicité  
(art. 27 LC)**

**Art. 53.** – Les séances du Conseil sont publiques.

L'assemblée peut toutefois décider le huis clos en cas de motifs suffisants, notamment dans l'intérêt des bonnes mœurs. En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer. Les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

**Appel**

**Art. 54.** – S'il est constaté par appel nominal que le quorum fixé à l'article 52 est atteint, le Président déclare la séance ouverte. Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

**Art. 50.-** *Le conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.*

**Quorum  
(art. 26 LC)**

**Art. 51.-** *Les séances du conseil sont publiques.*

**Publicité  
(art. 27 LC)**

*L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.*

*En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.*

*En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.*

**Art. 52.-** *Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.*

**Récusation (art. 40Jlc)**

*Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 51 qui précède n'est pas applicable.*

*Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.*

**Art. 53.-** *Le bureau peut tenir un registre des intérêts<sup>6</sup>.*

**Registre des intérêts**

**Art. 54.-** *S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 51 est atteint, le président déclare la séance ouverte.*

**Appel**

*Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.*

<sup>6</sup> Le registre des intérêts consiste en une liste des conseillers indiquant les organismes tiers dans lesquels ils occupent des fonctions. Il permet de déterminer, en toute transparence, si un conseiller a des intérêts qui seraient incompatibles avec un projet porté à l'ordre du jour et partant, susceptible réaliser un cas de récusation. Le conseiller indiquera, par exemple, ses activités professionnelles, ses activités politiques, les activités qu'il assume au sein de commissions etc. Le conseiller est tenu d'indiquer au cours des débats ou des séances auxquelles il participe, de signaler ses intérêts et liens personnels et directs avant de s'exprimer sur un sujet en rapport avec lesdits intérêts ou liens. Le registre est tenu à jour. Il est possible d'interpeller les conseillers et de leur fixer un délai pour établir les liens d'intérêts, et ce au début de chaque législature et par exemple, encore une fois par année.

**Procès-verbal**

**Art. 55.** – Le procès-verbal de la séance précédente est signé par le Président et le secrétaire, puis adressé aux membres du Conseil et de la Municipalité. Il est soumis au Conseil pour approbation. Si une rectification est proposée, le Conseil décide.

Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

**Opérations**

**Art. 56.** – Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture :

- a) des lettres et pétitions qui sont destinées au Conseil depuis la précédente séance, ceci sous réserve des articles 64 et 65;
- b) des communications de la Municipalité;

Il passe ensuite à l'ordre du jour.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante. L'ordre des opérations peut cependant être modifié par décision du Conseil, notamment sur proposition de la Municipalité.

**Art. 57.** – En cas d'urgence, la Municipalité peut demander qu'il soit fait lecture, séance tenante, de tout ou partie du procès-verbal des délibérations du jour, afin de pouvoir être nantie immédiatement de la décision prise par le Conseil sur tel objet déterminé.

**Art. 55.-** Le procès-verbal de la séance précédente, signé par le président et le secrétaire, est adressé aux membres du conseil et de la municipalité. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide. Enfin, il est soumis au conseil pour approbation.

Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

**Art. 56.-** Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture :

- a) des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance ;
- b) des communications de la municipalité.

Il passe ensuite à l'ordre du jour.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, notamment sur proposition de la municipalité.

**Procès-verbal****Opérations**

## CHAPITRE II Droits des Conseillers et de la Municipalité

### Droit d'initiative (art. 30 LC)

**Art. 58.** – Le droit d'initiative appartient à tout membre du Conseil, ainsi qu'à la Municipalité.

### Postulat, motion, projet rédigé (art. 31 LC)

**Art. 59.** – Chaque membre du Conseil peut exercer son droit d'initiative :

- a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la Municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport;
- b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la Municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil communal;
- c) en proposant lui-même un projet de règlement ou un projet de décision du Conseil.

### (art. 32 LC)

**Art. 60.** – Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au Président.

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

## CHAPITRE II Droits des conseillers et de la municipalité

**Art. 57.-** *Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.*

### Droit d'initiative (art. 30 LC)

**Art. 58.-** *Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :*

### Postulat, motion, projet rédigé (art. 31 LC)

- a) *en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport;*
- b) *en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil communal;*
- c) *en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil communal.*

**Art. 59.-** *Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.*

### (art. 32 LC)

*La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.*

*Le conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :*

- *statuer ;*
- *renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la municipalité ses déterminations. Après le rapport du bureau, le conseil tranche.*



(art. 33 LC)

**Art. 61.** – Après avoir entendu la Municipalité sur la proposition, l'assemblée statue immédiatement après délibération.

Elle peut soit :

- renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la Municipalité, si un cinquième des membres le demande;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la Municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

L'auteur de la proposition peut la retirer jusqu'à ce que l'assemblée se prononce sur sa prise en considération.

Le Conseil ou l'auteur d'une motion peut transformer celle-ci en un postulat jusqu'à la décision sur la prise en considération.

Une fois prise en considération, la proposition est impérative pour la Municipalité.

La Municipalité doit présenter au Conseil :

- un rapport sur le postulat;
- l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion; ou
- un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

La Municipalité peut présenter un contre-projet.

En présence d'un contre-projet de la Municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les Conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.

**Art. 60.-** Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.

(art. 33 LC)

Il peut soit :

- renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres présents le demande ;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 6 mois. ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :

- a. un rapport sur le postulat ;
- b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou
- c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 60 alinéa 4 lettres b et c du présent règlement.

Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.

En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.

**Interpellation  
(art. 34 LC)**

**Art. 62.** – Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la Municipalité une explication sur un fait de son administration.

Il informe, par écrit, le Président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

La Municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.

La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

**Simple question**

**Art. 63.** – Un membre du Conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la Municipalité. Il n'y a pas de votation.

**CHAPITRE III  
De la pétition**

**Art. 64.** – Tout dépôt d'une pétition est annoncé au Conseil lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 56, lettre a, du présent règlement.

Si une pétition est conçue en termes inconvenants ou injurieux, elle est classée purement et simplement.

**Art. 65.** – Les pétitions sont renvoyées à l'examen de la commission adéquate, à l'exception de celles qui ont un caractère purement administratif, lesquelles peuvent être transmises directement à la Municipalité.

**Art. 61.-** *Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.*

*Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.*

*La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante*

*La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.*

**Art. 62.-** *Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité.*

*La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 61 alinéa 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.*

**CHAPITRE III  
De la pétition**

**Art. 63.-** *Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.*

*Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.*

*Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.*

*Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 63, alinéa 3, du présent règlement.*

*Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.*

**Interpellation  
(art. 34 LC)**

**Simple question ou vœu  
(art. 34a LC)**

**Pétitions (art. 34b LC)**

**Art. 66.** – La commission adéquate détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant après avoir sollicité l'avis de la Municipalité.

Elle doit demander le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut de même se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

**Art. 67.** – Si l'objet de la pétition relève de la compétence du Conseil (art. 4 LC), la commission rapporte au Conseil en proposant soit de prendre la pétition en considération, soit de ne pas la prendre en considération en ordonnant son classement.

Si la pétition concerne la gestion de la Municipalité, la commission rapporte au Conseil en proposant soit d'ordonner le classement de la pétition en refusant de la prendre en considération, soit de la renvoyer à la Municipalité pour liquidation conformément aux règles légales. Le Conseil peut demander à la Municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu (art. 31 Cst-VD).

**Art. 64.-** *La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la municipalité.* Procédure (art. 34 c LC)

*Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.*

*Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.*

**Art. 65.-** *Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :*

- a. la prise en considération ; ou*
- b. le rejet de la prise en considération et le classement.*

*Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.*

**Art. 66.-** *Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.* (art. 34 e LC)

## CHAPITRE IV De la discussion

### Rapport de la commission

**Art. 68.** – Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la Municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture;

- a) de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission;
- b) des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;
- c) du ou des rapports de la commission. Ces rapports doivent conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le Conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du Conseil au moins dix jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

### Discussion

**Art. 69.** – Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au Président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

**Art. 70.** – La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au Président, qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux de la Municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande.

## CHAPITRE IV De la discussion

### Rapport de la commission

**Art. 67.-** Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission;
2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;
3. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

**Art. 68.-** Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

### Discussion

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

**Art. 69.-** La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.

**Art. 71.** – Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du Président.

L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 30 est toutefois réservé.

**Art. 72.** – Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

## Amendements

**Art. 73.** – Tout membre de l'assemblée peut présenter des amendements et des sous-amendements.

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

**Art. 70.-** Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président.

L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 30 est toutefois réservé.

**Art. 71.-** Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

**Art. 72.-** *Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).*

**Amendements  
(art. 35 a LC)**

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

*Peuvent proposer des amendements :*

- a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;*
- b. les membres du conseil ;*
- c. la municipalité.*

**Motion d'ordre**

**Art. 74.** – Toute opération du Conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote, sous réserve de ce qui est prévu à l'article suivant.

**Renvoi**

**Art. 75.** – Si la Municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est acceptée de plein droit.

**Art. 76.** – Sur décision de la majorité des membres présents, le Conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

Il n'y a alors ni convocation, ni nouvel ordre du jour, ni assermentation. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

**Art. 73.-** Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

**Motion d'ordre**

**Art. 74.-** Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

**Renvoi**

Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.

A la séance suivante, la discussion est reprise.

**Art. 75.-** Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

## CHAPITRE V De la votation

### Votation

**Art. 77.** – La discussion étant close, le Président propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, et enfin la proposition principale amendée ou non.

Le Président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours la priorité.

La votation a lieu à mains levées. La contre-épreuve peut être demandée ou opérée spontanément par le bureau en cas de doute sur la majorité.

La votation a lieu à l'appel nominal ou au scrutin secret à la demande d'un Conseiller appuyé par un cinquième des membres. Le vote au bulletin secret a la priorité.

La votation a lieu au bulletin secret en tout cas pour les élections, art. 11 réservé.

Le bureau délivre à chaque Conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés.

Le bureau les recueille ensuite, puis le Président proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre de bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

## CHAPITRE V De la votation

### Vote (art. 35b LC)

**Art. 76.-** *La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.*

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi a toujours la priorité.

*La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.*

*Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.*

*En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres présents. En cas d'égalité, le président tranche.*

*La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres présents.*

*En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.*

Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.



**Etablissement des résultats**

**Art. 78.** – En cas de votation, le projet est admis s'il obtient plus de la moitié des suffrages valablement exprimés.

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement a majorité.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les absentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

**Quorum**

**Art. 79.** – Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

**Second débat**

**Art. 80.** – Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.

Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.

**Retrait du projet**

**Art. 81.** – La Municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 80 alinéa 2 est réservé.

**Art. 77.-** *Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.*

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

**Art. 78.-** Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

**Art. 79.-** Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.

Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.

**Art. 80.-** La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

**Art. 81.-** Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. **L'article 79**, alinéa 2 est réservé.

**Etablissement des résultats (art. 35b al. 2 LC)**

**Quorum**

**Second débat**

**Retrait du projet**

**Art. 82.** – Dans le cas où la résolution finale du Conseil diffère des propositions de la Municipalité, celle-ci peut demander, séance tenante, qu'il lui soit accordé un délai d'une semaine pour adhérer aux amendements ou retirer son projet.

Si la Municipalité ne fait pas usage de ce droit ou si, ayant demandé le terme d'une semaine, elle laisse expirer ce délai sans retirer sa proposition, la décision prise par le Conseil devient définitive.

Si la Municipalité retire son projet, le Conseil en est informé par son Président dans la plus proche séance.

**Référendum  
spontané  
(art. 107 al. 4 LEDP)**

**Art. 83.** – Lorsqu'il s'agit de décisions ou de dépenses susceptibles de référendum aux termes de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et qu'un cinquième des membres présents demandent, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le Conseil au corps électoral, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.

**Art. 82.-** Lorsqu'il s'agit de décisions susceptibles de référendum aux termes de la LEDP et qu'un cinquième des membres présents demandent, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le conseil au corps électoral, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.

**Référendum spontané  
(art. 107 al. 4 LEDP)**

CHAPITRE VI  
**Des groupes politiques**

**Art. 83.-** Des groupes politiques peuvent être créés au sein du conseil.

**art. 40b LC**

Les conseillers communaux élus sur la même liste électorale forment un groupe dans la mesure où ils sont au moins 3.

Il est tenu compte de la force respective des groupes pour la désignation des commissions.

**TITRE III**  
**Budgets, gestion et comptes**

**CHAPITRE PREMIER**  
**Budget et crédits d'investissement**

**Budget de fonctionnement**  
**(art. 4 LC et 5 ss RCom)**

**Art. 84.** – Le Conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption d'un budget de fonctionnement que la Municipalité lui soumet.

Il autorise en outre la Municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

**(art. 11 RCom)**

**Art. 85.** – La Municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le Conseil au début de la législature.

**(art. 8 RCom)**

**Art. 86.** – La Municipalité remet le projet de budget au Conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen de la commission des finances.

**(art. 9 RCom)**

**Art. 87.** – Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.

**Art. 88.** – Les amendements au budget comportant la création d'un poste nouveau ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la Municipalité et la commission des finances se soient prononcées.

**(art. 9 RCom)**

**Art. 89.** – Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la Municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.

**TITRE III**  
**Budgets, gestion et comptes**

**CHAPITRE PREMIER**  
**Budget et crédits d'investissement**

**Art. 84.-** Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet. **Budget de fonctionnement (art. 4 LC et 5 ss RCom)**

Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

**Art. 85.-** *La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.* **(art. 11 RCom)**

*Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.*

**Art. 86.-** *La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen de la commission des finances.* **(art. 8 RCom)**

**Art. 87.-** *Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.* **(art. 9 RCom)**

**Art. 88.-** Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission des finances ne se soient prononcées.

**Art. 89.-** *Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.* **(art. 9 RCom)**

**Crédits d'investissement**  
(art. 14 et 16 RCom)

**Art. 90.** – Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 15, chiffre 5, est réservé.

Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du Conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

**Plan des dépenses d'investissement**  
(art. 18 RCom)

**Art. 91.** – La Municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissement.

Ce plan est présenté au Conseil en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.

**Plafond d'endettement**  
(art. 143 LC)

**Art. 92.** – Au début de chaque législature, le Conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.

## CHAPITRE II

### Examen de la gestion et des comptes

**Commission de gestion**  
(art. 93c LC et 34 RCom)

**Art. 93.** – Le rapport de la Municipalité sur la gestion et les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, le cas échéant du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.

La Municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.

Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le Conseil dans le courant de l'année (art. 85, al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 86).

(art. 35 RCom)

**Art. 94.** – La commission de gestion procède à un examen approfondi des comptes.

**Art. 90.-** *Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.*

*Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.*

**Art. 91.-** *La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements.*

*Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.*

**Art. 92.-** *Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.*

## CHAPITRE II

### Examen de la gestion et des comptes

**Art. 93.-** *Le rapport de la municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion, si le présent règlement confie cette compétence à cette dernière.*

*La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.*

*Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 84 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 85).*

**Art. 94.-** *La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes de la commune.*

**Crédits d'investissement**  
(art. 14 et 16 RCom)

**Plan des dépenses d'investissements**  
(art. 18 RCom)

**Plafond d'endettement**  
(art. 143 LC)

**Commission de gestion**  
(art. 93c LC et 34 RCom)

(art. 93c al. 1 LC)

(art. 93e LC et 35a RCom)

**Art. 95.** – Dans le cadre de son mandat, la commission de gestion a un droit d'investigation illimité.

La Municipalité est tenue de fournir tous les documents et renseignements nécessaires.

La Municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

Aucun membre de cette commission ne peut user de ses prérogatives pour satisfaire un intérêt personnel.

Les membres de la commission de gestion sont tenus au secret de fonction pour les faits ou documents confidentiels portés à leur connaissance dans l'exercice de leur mandat.

**Art. 96.** – Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission sont communiqués à la Municipalité, qui doit y répondre dans les dix jours.

<sup>7</sup> Les restrictions visées sont celles de l'art. 40 c al. 2 LC qui a la teneur suivante :

« un membre du Conseil général ou communal peut se voir refusées les informations suivantes :

- a) Les documents internes sur lesquels la Municipalité s'est directement fondée pour prendre une décision ;
- b) Les informations qui relèvent de la sécurité de la commune ;
- c) Les informations qui doivent rester confidentielles pour des motifs prépondérants donnant à la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la loi »

**Art. 95.-** Les restrictions prévues par l'article 40 c LC<sup>7</sup> ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.

Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :

- a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;
- b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
- d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;
- e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
- f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
- g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.

En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du conseil ou la municipalité peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.

**Art. 96.-** La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

**Art. 97.-** Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion, sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre dans les dix jours.

(art. 93e LC et 35a RCom)

(art. 93f LC et 36 RCom)

**Communication au  
Conseil  
(art. 93d LC et 36  
RCCom)**

**Art. 97.** – Le rapport écrit et les observations de la commission de gestion, les réponses de la Municipalité et les documents mentionnés à l'article 93 sont communiqués en copie aux membres du Conseil ou tenus à leur disposition, dix jours au moins avant la délibération.

**(art. 93g LC et 37  
RCCom)**

**Art. 98.** – Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.

**Art. 99.** – Le Conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.

Les réponses de la Municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.

S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.

**Art. 100.** – L'original des comptes arrêtés par le Conseil est renvoyé à la Municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le Préfet.

**TITRE IV**

**Dispositions diverses**

**CHAPITRE PREMIER  
De l'initiative populaire**

**Art. 101.** – La procédure de traitement d'une initiative populaire par le Conseil est réglée par les articles 106 I et ss LEDP.

**Art. 98.-** *Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission et, le cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 93 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.*

**Art. 99.-** *Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.*

**Art. 100.-** *Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.*

*Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.*

*S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.*

**Art. 101.-** *L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.*

**TITRE IV**

**Dispositions diverses**

**CHAPITRE PREMIER  
De l'initiative populaire**

**Art. 102.-** *La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106 ss LEDP.*

**Communication au  
conseil  
(art. 93d LC et 36 RCCom)**

**(art. 93g LC  
et 37 RCCom)**

## CHAPITRE II

### Des communications entre la Municipalité et le Conseil

#### De l'expédition des documents

#### Communications

**Art. 102.** – Les communications du Conseil à la Municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du Conseil et la signature du Président et du secrétaire ou de leur remplaçant.

**Art. 103.** – Les communications de la Municipalité au Conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la Municipalité et la signature du Syndic et du secrétaire.

#### Règlements

**Art. 104.** – Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 36, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du Président et du secrétaire et munies du sceau du Conseil sont faites à la Municipalité dès que le procès-verbal qui renferme ces décisions est adopté.

## CHAPITRE III

### De la publicité

#### (art. 27 LC)

**Art. 105.** – Sauf huis clos (voir article 53), les séances du conseil sont publiques; des places sont réservées aux journalistes et au public.

**Art. 106.** – Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

## CHAPITRE II

### Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa

#### De l'expédition des documents

**Art. 103.-** *Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.*

**Art. 104.-** *Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.*

**Art. 105.-** *Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 35, lettre a.*

*Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.*

## CHAPITRE III

### De la publicité

**Art. 106.-** *Sauf huis clos (voir article 51), les séances du conseil sont publiques; des places sont réservées au public.* (art. 27 LC)

**Art. 107.-** *Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.*

*Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.*



**CHAPITRE IV**  
**Dispositions finales**

**Art. 107.** – Le présent règlement entre immédiatement en vigueur. Il abroge le règlement du 10 décembre 1997.

Il sera imprimé et un exemplaire sera remis à chaque membre du Conseil.

**(Founex, le 22 mai 2006)**

**CHAPITRE IV**  
**Dispositions finales**

**Art. 108.-** Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département concerné. Il abroge le règlement du 22 mai 2006.

Il sera imprimé et un exemplaire de celui-ci sera remis à chaque membre du conseil.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente :

La Secrétaire :

Christa von Wattenwyl

Sandra Thuner

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du...

## **Rapport de la Commission ad hoc relatif au préavis municipal nr 42/2011-2016 concernant le nouveau règlement du Conseil communal de Founex.**

---

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Les membres de la commission ad hoc ont été invités le 27 janvier et le 28 avril pour prendre connaissance du préavis présenté. Lors de ces deux séances, M. François Deblue et Mme Christa Von Wattenwill nous ont fait une présentation détaillée de ce nouveau règlement.

### **Préambule**

Le règlement actuel de la Commune de Founex date du 22 mai 2006. Depuis le Conseil d'Etat a décidé de revoir la Loi sur les communes en mettant en œuvre une importante révision datée du 20 novembre 2012, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013. Elle a apporté des modifications substantielles et nombreuses.

Ces changements rendent nécessaire de nombreuses adaptations de notre règlement communal.

### **Base Légale**

Ce nouveau règlement a été établi sur la base de la Loi sur les communes, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et un règlement type, élaboré par le Département de l'intérieur. Ce dernier a été étudié par une première commission pour l'établissement du nouveau règlement du Conseil communal de Founex. Celui-ci a ensuite été présenté par notre Présidente du Conseil et notre secrétaire municipale au Service des communes et du logement (SCL) pour avoir leurs commentaires.

Le nouveau règlement du Conseil communal a ensuite été amendé puis nous a été soumis pour étude, en nous rappelant les 4 changements les plus conséquents, à savoir les articles modifiés et nouveaux, imposés par la législation. Ces articles (articles 2, 19a, 52, 83) concernent le système d'élections, les libéralités et les avantages des membres du Conseil, la récusation spontanée des membres et la possibilité de créer des groupes politiques.

### **Mise en œuvre**

L'adoption de ce nouveau règlement a pour but de nous mettre en conformité avec la loi cantonale. Le règlement du Conseil communal de Founex qui vous est soumis, répond à toutes les exigences posées et à d'ores et déjà été approuvé par les juristes en charges du dossier. Après son approbation

par le Conseil communal, il entrera en vigueur dès son acceptation par le Chef du Département concerné et abrogera le règlement du 22 mai 2006.

### **Conclusion**

Au vu de ce qui précède et afin d'être conforme à la loi cantonale, la Commission ad hoc vous recommande, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers :

1. D'abroger le règlement du Conseil communal du 22 mai 2006
2. D'adopter, tel que présenté, le projet de règlement du Conseil communal
3. De fixer l'entrée en vigueur du nouveau règlement à la date de son approbation par la Cheffe de département des institutions et de la sécurité.

Fait à Founex le : 3 mai 2014

Liliana Ramer

Anne Chiari Gaggia



Maurice Michielini

Christophe Hermanjat

Alain Mermoud

Marc Reymond